



## Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

108-2 | 2020  
Refugié-es et montagne

---

### « Par les sentiers de la montagne enneigée... » Perspectives historiques sur les parcours migratoires à travers la frontière franco-italienne (1945-1960)

Philippe Hanus

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rga/7037>

DOI : 10.4000/rga.7037

ISSN : 1760-7426

#### Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

#### Référence électronique

Philippe Hanus, « « Par les sentiers de la montagne enneigée... » »

Perspectives historiques sur les parcours migratoires à travers la frontière franco-italienne (1945-1960) », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 108-2 | 2020, mis en ligne le 13 octobre 2020, consulté le 14 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rga/7037> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.7037>

---

Ce document a été généré automatiquement le 14 janvier 2021.



La *Revue de Géographie Alpine* est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# « Par les sentiers de la montagne enneigée... »

## Perspectives historiques sur les parcours migratoires à travers la frontière franco-italienne (1945-1960)

Philippe Hanus

---

« Aujourd'hui 13 mai courant, j'ai traversé le col du Petit-Saint-Bernard clandestinement. Je ne me suis pas présenté à la gendarmerie de Bourg-Saint-Maurice car j'ignorais cette formalité. J'ai deux frères qui habitent à Vaux-et-Chantegrue (Doubs). Je désire travailler avec eux »<sup>1</sup>.

- <sup>1</sup> À l'instar de nombreux candidats à l'émigration vers la France, Pierre Salvi, natif de Berbenno en Lombardie, s'est engagé en 1946 dans la traversée pédestre de la barrière alpine. Mobilisant ses réseaux familiaux pour construire son parcours migratoire, il mettait ses pas dans ceux de milliers d'autres Transalpins qui, des siècles durant, ont circulé à travers la montagne (Corti, 2003). Durant les années d'après-guerre, les traditionnelles mobilités saisonnières des régions frontalières se conjuguent avec de nouvelles migrations économique-politiques, entraînant des femmes – actrices de leurs propres déplacements (Miranda, 2018) – et des hommes d'horizons socio-spatiaux variés sur les routes de l'Europe. C'est ainsi que, dans un continent meurtri par des années de conflit, se met en place une « grande foire aux immigrants<sup>2</sup> » (Rinauro, 2009 : 160).
- <sup>2</sup> Le présent article repose sur une démarche empirique associant archives, ouvrages testimoniaux, enquêtes orales, réalisées entre 2005 et 2015 auprès de familles

immigrées en Dauphiné et Savoie, ainsi que des découvertes de lieux-témoins du passage. Cette étude vise à mieux comprendre la dynamique des mouvements migratoires dans les Alpes franco-italiennes entre 1945 et 1960, séquence qui correspond à la dernière grande vague d'émigration italienne vers la France. En complément de l'analyse des politiques publiques, l'étude des trajectoires individuelles et des cheminements mémoriels sur un micro-espace transfrontalier (Val d'Aoste, Val de Suse, Beaufortain, Briançonnais, Maurienne) s'avère particulièrement enrichissant pour la compréhension des mobilités. L'approche ethno-historique, attentive aux subjectivités, aux émotions et aux pensées des témoins, éclaire de l'intérieur le processus migratoire (Mekdjian, Olmédo, 2016). En outre, l'étude de parcours spécifiques remet en question les catégorisations et permet d'éviter de donner à ces migrations un air de « fatalité sociologique » produite par le seul système économique (Sayad, 2006).

## 1945 : intenses mouvements de population aux frontières

- 3 Dès le printemps 1945, gendarmes et douaniers constatent la reprise de migrations spontanées à tous les points de passage de la frontière franco-italienne (Guillen, 1988 : 205). Fin août, le mouvement s'accroît aussi bien pour les individus en provenance d'Italie que pour ceux désireux de s'y rendre, animés par le désir de retrouver des proches après des années de conflit. Les immigrants de la première heure, habitués aux mobilités intra-alpines, sont dépositaires d'un « savoir-circuler » (Escoffier, 2006) qui se traduit par la connaissance d'itinéraires dont la détection est difficile pour les fonctionnaires qui surveillent la « frontière verte » (Hanus, 2016).

Figure 1. Col de la Seigne (2516 mètres) Beaufortain



Photo © J.-C. Foltête

- 4 En raison de l'existence d'un mouvement séparatiste chez les Valdotains, les autorités françaises affectent de croire que ceux-ci franchissent les cols du Petit-Saint-Bernard ou de la Seigne non pour des raisons économiques, mais pour fuir l'italianisation et les brimades. Les garde-frontières reçoivent la consigne d'en accueillir environ deux mille comme des « réfugiés » entre mars et septembre 1945, en dépit des protestations du gouvernement italien. Durant la traversée, ceux-ci côtoient des habitants des vallées piémontaises et lombardes, bientôt rejoints par de nouveaux émigrants du Mezzogiorno, contraints de s'expatrier en raison d'un chômage endémique touchant environ deux millions d'actifs dans la Péninsule (De Clementi, 2010).
- 5 À la même époque, d'anciens partisans, des déserteurs de la Wehrmacht, des apatrides, mais aussi des individus ayant eu une activité pro-fasciste difficile à cerner, tentent de traverser par leurs propres moyens la frontière ; entreprises désespérées qui témoignent du chaos humain de l'après-conflit et de la perte de légitimité, en Italie, d'autorités locales et nationales politiquement discréditées. Les procès-verbaux établis par les gendarmes en poste au Mont-Cenis concernent également des personnes déplacées (*displaced persons*) pour l'essentiel d'Europe centrale, regroupées dans des camps en Allemagne, en Autriche et en Italie, notamment à Turin (Cohen, 2000). Ces réfugiés sans statut<sup>3</sup> sont suspectés de vouloir venir en France pour de simples raisons économiques, et sont refoulés par la police en l'absence de papiers d'identité fiables, comme ce Polonais – libéré du camp de Buchenwald par les Anglais puis transporté en Italie – titulaire d'une fiche « *allied expeditionnary* n° I-3078991 au nom de M. H. sans autre indication »<sup>4</sup>. Dans un article au titre édifiant, « Modane carrefour des errants », l'envoyé spécial du magazine *Détective* évoque une « pathétique nuit de décembre 1948, quand cinquante 'personnes déplacées', évacuées d'un camp italien furent refoulées, sous une tempête de neige au milieu des larmes et des cris »<sup>5</sup>. Au-delà de son misérabilisme, cet article rappelle que les mouvements de population en Europe représentent alors un enjeu majeur, entre urgence sociale, nécessités économiques et relations diplomatiques dans le contexte particulier de l'après-guerre. Une « véritable chasse à l'homme » se met en place à travers des frontières rendues incertaines par la fluidité provisoire de cette nébuleuse européenne où certains États n'apparaissent pas encore comme solidement constitués (Chevalier, 1950).

## Les voies de l'immigration officielle

- 6 En France, dès la Libération, logiques démographique et de main-d'œuvre commandent les décisions en matière de sélection des « migrants désirables » (Audeval, 2019). Ne pouvant compter à terme sur la présence des prisonniers de guerre des forces de l'Axe – estimés à un million d'individus – experts et politiques s'accordent sur la nécessité de faire appel à un million et demi d'immigrants, dont on planifie l'arrivée sur cinq ans. Le principe est donc posé que l'État doit avoir la maîtrise d'une politique globale d'immigration et qu'on ne saurait laisser au secteur privé les marges de manœuvre dont il a pu bénéficier dans l'entre-deux guerres. Face à une nécessité de « repeuplement » de la France, qui a perdu environ un million et demi d'habitants au cours de la guerre, les démographes articulent le débat public autour de l'introduction de « bons éléments d'immigration » dont les principes ont fermenté au cours des années 1930 à travers les thèses assimilationnistes du géographe Georges Mauco (Rosental, 2003). Afin de mettre en œuvre cette politique volontariste de recrutement

de la main-d'œuvre immigrée, le général de Gaulle crée par ordonnance, le 2 novembre 1945, l'Office national d'immigration (ONI), chargé de la sélection, du contrôle sanitaire et de l'acheminement des étrangers (Dänzer-Kantof, Lefebvre, Torres, 2011). À l'automne 1946, le réseau de l'ONI se met en place avec des missions de recrutement à l'étranger. C'est ainsi qu'en provenance d'Allemagne, de Pologne (Sudètes) et surtout d'Italie, affluent des cohortes de travailleurs à destination des entreprises françaises. On comptabilise également en 1946 quelque vingt mille Algériens, mais cette immigration s'effectue hors cadre ONI (les Algériens étant considérés « comme des Français ») et n'est pas le résultat d'une politique officielle de recrutement. Si l'émigrant veut venir en France avec sa famille, il obtient l'autorisation à condition qu'un répondant – en général l'employeur – assure un logement suffisant.

- 7 L'Italien, longtemps considéré avec méfiance et hostilité, devient après 1945 la figure de l'étranger désirable dans la pensée et l'action de l'État (Spire, 2003 : 41). Dans ces conditions, la question migratoire occupe une place de premier ordre dans les relations franco-italiennes, ce dont témoigne la signature de deux accords intermédiaires, le 22 février 1946 et le 21 mars 1947, puis de l'accord définitif du 21 mars 1951, visant à instaurer davantage de coopération interétatique dans la politique d'immigration. C'est en grande partie selon les modalités codifiées dans ces accords que s'opèrent, au cours des deux décennies suivantes, les introductions régulières d'Italiens en France (Mourlane, 2016). Cette vaste entreprise planificatrice n'empêche cependant pas l'existence de mouvements spontanés aux frontières, inscrits dans une culture de la migration profondément enracinée de l'autre côté des Alpes, qui bénéficient au secteur industriel français en pleine modernisation.

## Dans les « centres de triage » de l'ONI en Italie

- 8 C'est par une annonce dans les mairies en Italie que les candidats à la migration sont informés des possibilités de travail en France. Ils se rendent ensuite au bureau d'émigration du chef-lieu de province où sont présélectionnés les « bons candidats ». Ceux-ci sont acheminés par trains spéciaux vers le « centre de triage » ouvert en septembre 1946 à Turin, puis transféré à Milan à l'automne 1947. L'immense caserne Garibaldi, Place Sant'Ambrogio, accueille les services d'émigration italiens et les missions de recrutement de pays d'immigration comme la Belgique et la France. Elle héberge également la *celere*, unité policière d'intervention anti-émeute, ce qui crée un climat anxiogène parmi les candidats au départ et suscite une vive polémique dans le monde intellectuel italien (Colucci, 2008).

Figure 2. Caserne Garibaldi Place Sant' Ambrogio, Milan



Photo P. Hanus

- 9 Au sein de la mission française, la sélection professionnelle et celle dite démographique s'effectuent principalement sur présentation de diplômes ou à travers des tests. Une limite d'âge est fixée, à 45 ans pour les travailleurs agricoles, pour ceux des mines à 35 ans et pour les autres catégories à 30 ans. Il faut non seulement être dans la force de l'âge, mais aussi justifier d'une bonne santé vérifiée par toute une série d'examens radiologiques et sérologiques. Ceux-ci comportent également des mesures de taille, périmètre thoracique, poids, tension artérielle, notation des maladies, hernies, varices et éventrations. Le fonctionnement de ce « centre de triage » confirme le caractère quasi militaire du processus de sélection des travailleurs italiens (Gastaut, 2003). Outre la visite médicale, l'émigrant est soumis à un contrôle d'identité auprès des services de police, afin de vérifier qu'il n'est pas « indésirable » en France.
- 10 Dans ce lieu où règne une grande promiscuité, les Italiens dénoncent les brimades infligées par des agents intervenant dans le processus de sélection. En effet, malgré le souhait officiel de voir arriver en France des travailleurs transalpins, l'attitude de certains fonctionnaires demeure empreinte de supériorité. Si le vocabulaire racial disparaît progressivement du langage administratif en raison de sa remise en cause internationale, des héritages de la pensée raciale – mythologie savante qui a partie liée avec le principe d'une hiérarchie des populations selon leur origine géographique – imprègnent encore l'expertise scientifique (Spire, 2003). En témoignent les observations du docteur Gessain, effectuées en 1947 au centre de triage de Turin, qui opposent le calme et la « beauté athlétique » des Italiens du Nord à l'« extrême turbulence » de ceux du Sud (Gessain, 1947 : 83). À la lecture des témoignages de Calabrais et de Siciliens ayant vécu cette expérience traumatisante de la sélection, on comprend aisément qu'ils aient pu manifester, face aux fonctionnaires français, une grande anxiété, marquée par des tremblements, de la tachycardie et une montée de leur tension artérielle (Gessain, 1947 : 82) :

« Nous sommes arrivés en gare centrale de Milan. Avec mes compagnons de voyage nous avons été placés dans des camions militaires, direction la caserne Sant'Ambrogio. Les femmes avec les enfants et les hommes étaient séparés par un grillage. Nous avons été de longues heures à attendre dans ce lieu sinistre. On a



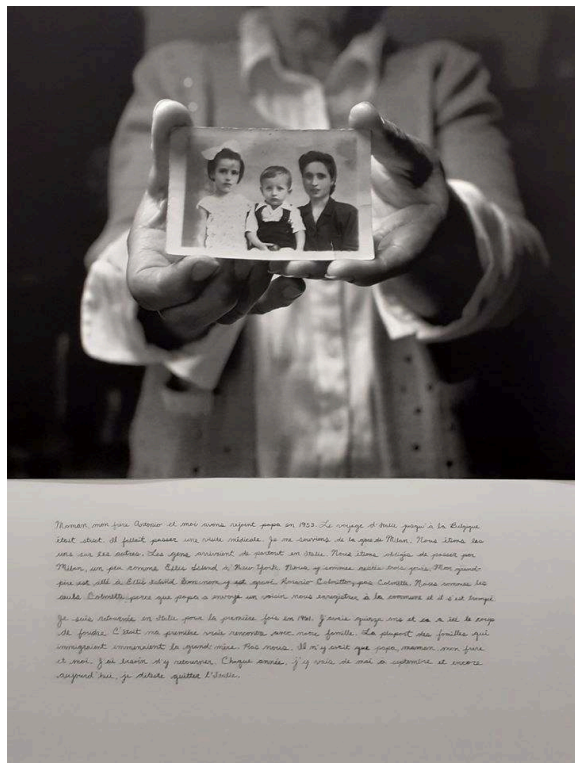
dormi dans d'immenses dortoirs, avec des plafonds très hauts. Il pouvait y avoir sept étages de lits superposés. Nous étions environ trente par chambre. Pour la visite médicale, ils nous ont fait lever tôt le matin et défiler nus devant des infirmières italiennes et des médecins français. Pour la prise de sang il y avait trois infirmières en série. Une tenait le plateau à seringues, la seconde nous piquait et la troisième nous retirait la seringue. C'était impressionnant » S.B. (Saint-Martin-de-la-Cluse, Isère).

- 11 Cette visite médicale traumatisante est l'un des moments les plus redoutés dans la mémoire immigrante (Manzoni, 2001 : 34). L'historien Mino Faïta, qui est lui-même passé par Milan, analyse rétrospectivement la logique de cette sélection imposée aux candidats en guise de rite de passage :

« J'ai compris que nous devons venir en France pour produire et pour nous reproduire. C'était les deux critères et la visite médicale avait vocation à les vérifier. Cette visite médicale fut humiliante ; il fallait que nous arrivions en France la tête baissée » (Barou, Chavanon, 2015 : 136).

- 12 À l'issue de l'épreuve de sélection, un visa d'entrée est annexé au passeport de l'émigrant qui est embarqué dans un convoi ferroviaire à destination de la gare frontière de Modane.

Figure 3. Une famille italienne immigrée dans le Borinage en Belgique



« Maman, mon frère Antonio et moi avons rejoint papa en 1953. Le voyage d'Italie jusqu'à la Belgique était strict. Il fallait passer une visite médicale. Je me souviens de la gare de Milan. Nous étions les uns sur les autres. Les gens arrivaient de partout en Italie. Nous étions obligés de passer par Milan, un peu comme Ellis Island à New York. Nous y sommes restés trois jours. »

Photo extraite de la série *Et des terriils un arbre s'élèvera* de Latoya Ruby Frazier.<sup>6</sup>

## Bivouac sur les valises au poste frontière de Modane

- 13 À Modane, ville-frontière sinistrée après les bombardements anglo-américains de l'automne 1943, les travaux de reconstruction se poursuivent des années durant. En 1947, les bureaux de l'ONI sont installés dans un local provisoire à proximité de la gare, dont l'état de délabrement est dénoncé par le directeur départemental du service de la population :
- « Murs et portes disjoints, trous de bombe, absence de toute toiture et moyen de chauffage [...]. Si le public connaissait une telle incurie des protestations vigoureuses et justifiées [rajouté à la main] ne manqueraient pas de se produire [...]. Il est impossible dans l'état actuel du Poste de songer à améliorer beaucoup la réception très primitive faite aux immigrants »<sup>7</sup>.
- 14 L'auteur du rapport multiplie les requêtes auprès de la direction générale de l'ONI pour que l'on transfère le centre d'hébergement dans l'ancien dispensaire antituberculeux de la ville, épargné par les bombardements. Ce déménagement n'a finalement lieu qu'en 1949.

Figure 4. Le bâtiment de l'ONI derrière la gare de Modane



Photo B. Vanderlick

- 15 À de nombreuses reprises, la presse et les syndicats italiens dénoncent eux aussi les conditions d'accueil des immigrants en France. C'est sous la pression de ces critiques que Rome dépêche à Modane le *Direttore generale dell'emigrazione* en décembre 1949. Son rapport décrit avec précision le calvaire des immigrants<sup>8</sup> : lorsqu'un convoi en provenance de Milan entre en gare, un premier tri est opéré, sélectionnant les individus qui poursuivent leur voyage par le même train en direction de Lyon, tandis que les autres sont guidés, au moyen d'informations diffusées par un haut-parleur, vers le centre de l'ONI situé derrière la gare. Ces derniers, parmi lesquels des femmes et des enfants, s'engagent, encombrés de lourds bagages, dans un parcours de plusieurs centaines de mètres, enjambant les voies ferrées au milieu d'un incessant trafic



ferroviaire. Quelques heures plus tard, ils font le même trajet en sens inverse pour rejoindre le train de nuit en partance pour le Nord de la France. Les retards très fréquents aggravent encore la pénibilité de l'attente sur le quai. Le rapport précise ensuite qu'un autocar, en principe affecté au transport des immigrants, est confisqué pour les « excursions dominicales » du personnel de l'ONI. On apprend également que le directeur du centre organise des spéculations financières sur le transport des bagages par l'intermédiaire d'une compagnie privée. Or, pour cette opération, l'ONI perçoit déjà une indemnité du gouvernement italien. Enfin, il est constaté qu'à la frontière, des douaniers italiens exercent des pressions sur les immigrants pour les obliger à convertir leurs liras en francs à un taux de change inférieur à celui pratiqué officiellement.

- 16 Le poste frontière de Modane fonctionne quotidiennement avec une équipe d'une trentaine d'employés, pour moitié « sédentaires » et pour moitié « roulants ». C'est à bord de trains spéciaux que les cohortes de vendangeurs, mineurs ou ouvriers sont acheminées vers leur destination professionnelle par les convoyeurs de l'ONI. La plupart des immigrants acceptent leur sort. Certains cependant rechignent à se rendre dans les bassins miniers du Nord-Est et s'organisent pour rejoindre clandestinement des chantiers des Alpes où ils pensent être mieux accueillis (De Rosa, 2020). La vie sur place s'organise ensuite par affinités, à l'opposé des mécanismes administratifs et patronaux dans les mines et l'industrie, où la vie en cantonnement contribue à l'abattement du travailleur. Enfin, les difficultés rencontrées pour se loger déciment en France, dans le contexte difficile de l'après-guerre, découragent environ un tiers des travailleurs qui sont tentés par le retour au pays (Rinauro, 2009).
- 17 Pour remédier aux pesanteurs administratives de l'émigration légale et ne pas subir les épreuves de la sélection, mais aussi pour choisir leur affectation professionnelle et accueillir les membres de leur famille en l'absence de logement convenable, bien des candidats au départ ont recours au « système de la débrouille ». Ils mobilisent alors les réseaux d'entraide familiaux ou amicaux leur permettant de circuler à travers la frontière. Bien que les données chiffrées soient à manier avec précaution, on estime qu'environ 40 % des travailleurs italiens entrés en France entre la Libération et le début des années 1950 sont « irréguliers » (Rinauro, 2009 : 148).

## Franchir clandestinement la frontière, avec ou sans guide-passeur

- 18 Les passages spontanés de la frontière, individuels, en famille ou entre originaires d'un même village, s'effectuent principalement entre le val d'Aoste et la Tarentaise. Pour nombre de ces immigrants, Bourg-Saint-Maurice – qui conjugue l'effet de la frontière et des grands travaux (hydro-électricité) – représente « le premier visage de la France » (Faiduti, 1964 : 251).

Figure 5. Les lieux du passage en montagne



Carte Virginie Combet

- 19 Un autre itinéraire, très emprunté, conduit les émigrants de la vallée de Suse à la Maurienne ou au Briançonnais. Ils descendent du train à Bardonecchia, dernière gare avant la frontière, puis gagnent à pied la Vallée étroite, les cols de l'Échelle, du Chaberton (proches du Montgenèvre) et du Clapier, mais surtout celui de la Roue (Rho), sans oublier le tunnel ferroviaire du Fréjus, régulièrement emprunté par des piétons au péril de leur vie. Si la plupart des candidats au passage circulent en groupe, il arrive parfois que de jeunes hommes, mais aussi de jeunes femmes, tentent le passage en solitaire au plus fort de l'hiver, à l'instar de cette Piémontaise désireuse d'aller travailler à Grenoble : « Je suis partie de Bardonnèche hier matin 4 décembre à 5 heures 30 en passant par le col de la Roue et suis arrivée à Saint-Michel vers 20 heures »<sup>9</sup>.
- 20 Certains témoignages montrent les solidarités à l'œuvre sur le terrain, ainsi que les ruses de l'émigrant pour parvenir à ses fins :
 

« Un de mes amis était parti travailler à Lyon. Lors d'une visite au pays, il me demande de l'accompagner car on est certain d'y trouver de l'embauche. Nous nous sommes mis en route tous les deux en septembre 1948. Arrivés à Bardonecchia, le curé nous a indiqué le chemin de la montagne. Nous sommes alors tombés nez à nez avec les garde-frontières italiens. Nous avons prévu à l'avance de leur dire qu'on allait chercher du lait dans une grange d'alpage, mais mon copain leur a dit spontanément qu'il avait du travail à Lyon et qu'il m'emmenait. On a préféré dire la vérité et on a donné quelques cigarettes aux gardes qui nous ont laissé passer » A. G. (Saint-Priest, Rhône).
- 21 Les émigrants du Mezzogiorno, ignorant tout du milieu alpin, sollicitent les services d'un guide-passeur pour effectuer la traversée de la frontière en altitude. Dans le contexte difficile de l'après-guerre, certains montagnards pluriactifs exercent

ponctuellement cette activité qui leur apporte un complément de revenu. À Bardonecchia et Modane, les populations des deux versants de la montagne ont ainsi créé une niche économique grâce à l'immigration, qu'elle soit régulière ou non : hébergement, restauration, vente d'objets et de vêtements utiles pour la traversée.

- 22 Le groupe des émigrants rencontre son guide dans un bar de Bardonecchia. Il n'y a rien d'officiel : on se jauge et on négocie le prix du passage (Potenza, 2008). Parfois, des familles arrivent épuisées avec de jeunes enfants et le passeur peut faire preuve d'empathie en « faisant un prix ». La plupart des passages vers Modane se font par le col de la Roue (Rho), à 2 541 mètres d'altitude, difficile à franchir par mauvais temps.

Figure 6. Hameau de la Rho (Bardonecchia)



Photo P. Hanus

- 23 Dans la nuit qui précède le passage, le guide cache son groupe dans une maison de Borgo Vecchio (1 370 mètres) ou une grange d'alpage du hameau de la Rho (1 650 mètres). Avant le lever du jour, on se met en mouvement pour éviter les contrôles sévères des *carabinieri* et ceux beaucoup plus accommodants des gendarmes français. Le passeur est lié à son groupe. En général, il se sent responsable de celui-ci, qu'il emmène le long d'un sentier escarpé, jusqu'aux premiers avant-postes français.

Figure 7. Col de la Roue



Photo P. Hanus

- 24 Aux côtés du passeur solitaire, existent des organisations semi-mafieuses qui vivent uniquement du marché de la main-d'œuvre clandestine. Certaines de ces officines de l'ombre recrutent directement les candidats à l'émigration dans le Mezzogiorno et organisent leur acheminement pour un prix élevé. Signalons enfin les agissements d'organisations criminelles, pouvant être de mèche avec les réseaux de passeurs, tels ces faux douaniers qui rançonnent les émigrants sur le plateau du Mont-Cenis ou dans le Val d'Ambin à l'automne 1946<sup>10</sup>.



Figure 8. Article de presse, *Ce soir*, 31 août 1948

Source BNF-Retronews

- 25 Le 15 octobre 1947, deux jeunes enfants en partance pour la Haute-Savoie saluent leurs parents sur les quais de la gare de Reggio Calabria et vont aussitôt entrer en clandestinité :

« Nous voyageons dans un wagon à marchandises. Arrivés à Aoste, nous avons rejoint mon frère Joseph, qui était déjà en France et qui venait de Cluses avec un guide. Nous sommes allés jusqu'au pied de la montagne et ensuite, on nous a dit que nous allions prendre le bus. J'ai appris que les bus n'étaient pas contrôlés par les gendarmes, alors que les voitures étaient arrêtées. Je me disais que nous étions italiens et prisonniers de nous-mêmes. Le bus nous a amenés à Saint-Didier. Nous avions beaucoup d'appréhension. Lorsque le bus est parti, nous nous mettions à plat ventre dès que nous voyions arriver des phares de voiture, puisque nous ne savions pas qui pouvait nous intercepter ! Nous commençâmes à escalader Saint-Didier pour atteindre le Col du Petit-Saint-Bernard. Aux alentours de minuit, nous arrivâmes au sommet du Col. Une maison cantonnière était illuminée. J'avais peur que nous nous fassions repérer. Par chance, personne n'est sorti de la maison. Je commençais à avoir des doutes. Je me disais qu'en Italie nous étions presque poursuivis alors qu'ici, personne ne réagissait ! Trois cents mètres plus loin, le guide a dit à mon frère Joseph : 'Tu te souviens du parcours. Désormais, vous ne craignez plus rien. Continuez à descendre et moi je vais chercher d'autres personnes à Aoste.' Nous avons pu arriver sans problème à Bourg-Saint-Maurice ! La gare était contrôlée, surveillée. Quand les autorités voyaient des gens arriver en groupe, elles leur demandaient d'où ils venaient et où ils allaient. À partir du moment où les autorités connaissaient notre destination, le problème était réglé et elles ne nous demandaient pas de retourner en Italie. C'est plus tard que j'ai compris que nous étions des clandestins de l'Italie et pas de la France ». P. M. de Cluses (Haute Savoie) (Barou, Chavanon, 2015 :198-199).

- 26 Le recours aux témoignages permet de comprendre à quel point la traversée de la frontière est un temps-fort de l'expérience migratoire (Potenza, 2011); c'est un moment où se mêlent « clandestinité » et « papiers », euphories et craintes, sous le regard de la sentinelle qui guette et qui garde les lignes tangibles des États-nations (Green, 2010) :

« Nous avons à peine commencé la descente de l'autre versant (du col de la Roue) que le passeur s'adressa à nous : - Vous êtes en France maintenant ! Suivez ce sentier, il vous conduira jusqu'à Modane [...]. Nous avons pris soin de bien repérer les sentiers depuis notre départ au cas où il nous faudrait rebrousser chemin [...]. Nous continuions à dévaler la pente quand à la sortie d'un bois nous entendîmes : - Halte ! Aussitôt quatre gendarmes français en arme nous bloquèrent le passage. C'était la première fois que j'entendais cette langue... » (Spica, Vors, 2013, 205).

Figure 9. Col du Petit-Saint-Bernard



Photo © David Déréani-Facim

## Quand le patronat français recrute illégalement en Italie

- 27 Afin de contourner le dispositif de recrutement de l'ONI qu'elles jugent trop lent, nombre d'entreprises françaises délèguent leurs propres recruteurs dans les régions les plus pauvres de l'Italie. Sur place ceux-ci distribuent, en toute illégalité, des contrats de travail aux individus susceptibles d'émigrer qu'ils encouragent à franchir clandestinement la frontière. Le 21 août 1946, une brigade d'Albertville (Savoie) interpelle le responsable d'une entreprise de BTP transportant dans son camion une vingtaine d'Italiens non déclarés. Dans le procès-verbal l'un des passagers témoigne :



« Hier, 20 août écoulé, vers 20 heures, avec dix-huit de mes compatriotes, j'ai franchi clandestinement la frontière pour venir travailler en France pour le compte de M. C., entrepreneur à Grenoble. C'est M. P. [...] qui est allé en Italie, envoyé par M. C. afin de lui trouver des ouvriers qui a fait le rabatteur et nous a dit de venir ».

28 Témoignage confirmé par le recruteur M. P. (d'origine italienne) :

« Le 12 août, j'étais de passage à l'hostellerie du Petit-Saint-Bernard. Dans cet établissement j'ai rencontré un entrepreneur de Grenoble [...] Cette personne m'a promis de me payer toutes les journées que j'emploierais à lui chercher des ouvriers et de rembourser tous mes frais de voyage »<sup>11</sup>.

Figure 10. *Ce soir*, 20 novembre 1946

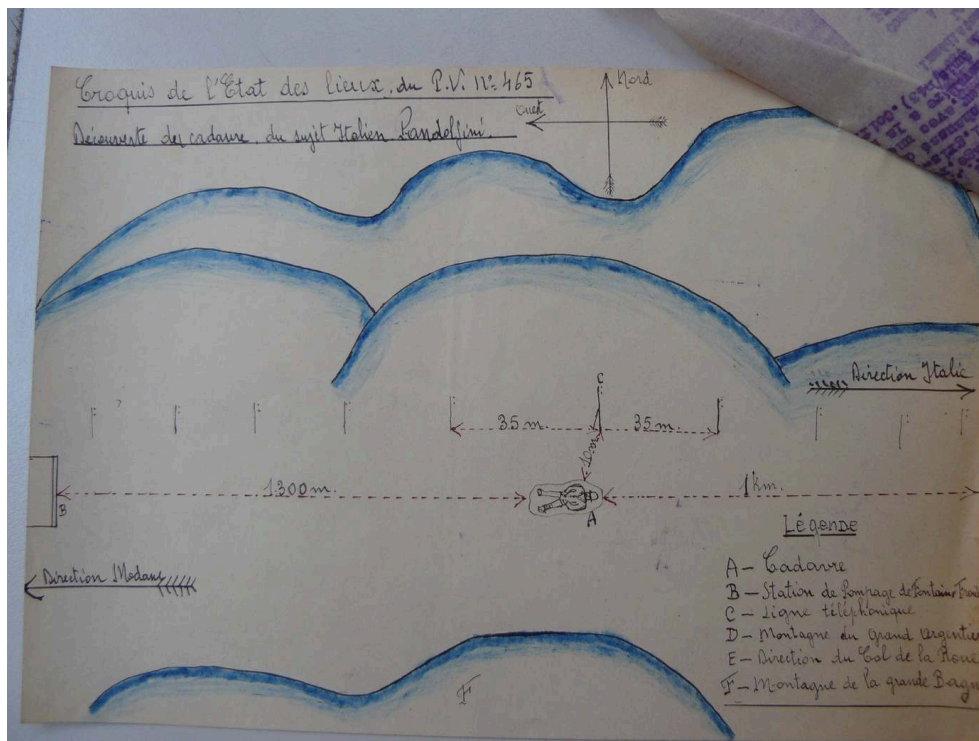


Fonds BNF-Retronews

## Une aventure alpine à haut risque

- 29 Même si le patronat français tire bien des avantages de l'immigration irrégulière, le franchissement de la frontière alpine en toute saison s'accompagne de fréquents accidents. Face à cette situation dramatique, en complément de leur mission de surveillance du territoire frontalier, douaniers et gendarmes sont amenés à porter secours aux individus égarés en montagne. En témoigne cette mission de recherche effectuée le 25 avril 1946 par la brigade de Modane pour retrouver deux individus disparus près du col de la Roue<sup>12</sup>. Dans le même secteur, Alexandre Jorcin et Antoine Bouvier, gardiens de la station de pompage de Font-Froide secourent également des dizaines de ces « naufragés de la montagne » entre 1946 et 1950.<sup>13</sup>

Figure 11. Mort en montagne



Source AD Savoie.

- 30 Un témoin relate une traversée mortelle du Petit-Saint-Bernard au plus fort de l'hiver 1945 :

« Jeudi 27 décembre, j'ai quitté Ivrea (Piémont) avec quatre camarades pour venir travailler en France. Nous sommes arrivés le soir même à La Thuile d'Aoste où nous avons passé la nuit. Vendredi matin nous avons pris un guide [...]. Il y avait beaucoup de neige et elle était humide et lourde ; [...] nous nous enfoncions jusqu'à la ceinture et parfois plus encore [...]. Le guide nous a laissés quelques centaines de mètres après avoir franchi le col ».

- 31 Deux membres de l'équipée, incapables de poursuivre leur route sont abandonnés à leur sort<sup>14</sup>. Ce sont cinq autres Valdôtains, eux-mêmes pris dans la tempête, qui retrouvent leurs corps et les signalent à la gendarmerie. Un reportage des *Actualités françaises* du 11 janvier 1946 (dont on ne sait dans quelles circonstances il a été tourné) montre des images d'un passage de la frontière en plein hiver. Les reporters auraient filmé spontanément la traversée d'Aoste en France d'une dizaine d'émigrants. Surpris par une tempête de neige, le groupe a trouvé refuge à l'hospice du Petit-Saint-Bernard. Un de ses membres décède en chemin. Les images montrent ensuite le transport du corps en traîneau jusqu'à Séez<sup>15</sup>. La presse écrite relate également ces tragédies : « Les passages de montagne entre l'Italie et la France sont jalonnés de cadavres » titre *Ce soir* en date du 5 novembre 1946, tandis que *Combat* atteste que « des femmes et des enfants meurent dans la neige »<sup>16</sup>. Même s'il arrive que, par sensationnalisme, les médias ne rapportent pas toujours fidèlement les événements, ces articles ont, des deux côtés des Alpes, un impact sur les opinions publiques qui s'émeuvent de la disparition de familles entières dans la tourmente. Il va sans dire que le passage illicite de la frontière et les drames humains qui lui sont associés, suscitent l'indignation des organisations de gauche, en particulier des syndicats italiens et français.

Figure 12. Couverture de *La Domenica del Corriere* daté du 17 novembre 1946

Fonds Musée national de l'Histoire de l'immigration.

## Un pénible séjour au « centre de criblage » de Montmélian

- 32 Afin de canaliser les immigrants italiens en situation irrégulière, l'ONI installe un « centre de criblage », le 10 août 1946, dans l'ancienne caserne Monfort à Montmélian. Lieu d'internement administratif pour réfugiés espagnols en 1939 puis pour juifs étrangers en 1942, cet austère bâtiment héberge, de 1946 à 1955, des étrangers en situation irrégulière. D'après les statistiques, les pensionnaires sont majoritairement des Italiens du sud et des « personnes déplacées » hongroises et polonaises. Y sont également convoyés de force, dans la perspective d'un refoulement, les étrangers ayant refusé leur affectation dans tel ou tel secteur d'activité.

Figure 13. Caserne Monfort à Montmélian vers 1900



Fonds Grimal, Musée Savoisien.

- 33 Quelques semaines après son ouverture, le centre Montfort héberge les immigrants dans des conditions de confort et d'hygiène déplorables, que décrit précisément un fonctionnaire mandaté sur place par le service départemental des affaires sanitaires et sociales :
- « Les murs sont dégradés, l'installation électrique n'existe pas dans toutes les pièces [...] Des dortoirs sont installés dans les couloirs et les diverses pièces du premier étage [...]. Pas de lits, mais des châlits de bois très sommaires, à trois places superposées. Ces couchettes permettent de disposer de 400 places. Le nombre de matelas disponibles est de 300 [...] mais la cadence des admissions est telle actuellement – 1150 présences le 8 octobre (1946) – que seul un immigrant sur trois peut disposer d'une couchette, certains couchent à deux, les autres en majorité couchent à même le sol [...]. Le sanitaire est inexistant : deux lavoirs, un lavabo primitif, huit robinets, cinq WC à chasse et un urinoir sont les seules installations disponibles ».
- 34 Il précise qu'il n'y a que 12 femmes sur 1 150 hébergés. Ces dernières, séparées du dortoir des hommes, occupent une chambre qui leur est réservée. Quant aux enfants, ils ne sont pas plus de 6 et aucune mesure spécifique n'est prise pour eux<sup>17</sup>.
- 35 Chaque jour, 200 personnes passent un examen médical complet, assumé par quatre médecins, deux infirmiers et deux laborantines, aidés par un prisonnier de guerre ingénieur chimiste. Ils portent une attention particulière aux affections vénériennes, pulmonaires, psychiques et éthyliques, et ils procèdent à un examen sérologique ; en revanche l'examen radioscopique n'est pas automatique<sup>18</sup>. Les inaptes définitifs sont refoulés à la frontière dans les trois jours. Une fois la visite passée, et tandis que les services de la préfecture leur préparent des papiers en règle, les immigrants demeurent hébergés au centre. La durée du séjour est très variable et l'on patiente jusqu'à ce qu'un employeur se manifeste. Nombre de résidents se plaignent alors de rations alimentaires insuffisantes.

36 Chaque jour le centre Montfort reçoit la visite d'entrepreneurs et d'industriels de toute la France, à qui l'on fournit des listes d'ouvriers par spécialité. En ce qui concerne le rendement, il semble remplir sa mission efficacement, puisque dès le mois de décembre 1946, il a déjà permis le placement de 8 500 Italiens dans des entreprises de la région, comme la Société Nationale du Rhône maître d'œuvre de la construction du barrage de Génissiat (Ain) ou les mégisseries de Romans (Drôme) qui y recrutent des cordonniers des Pouilles (Faiduti, 1964 : 333). Des représentants des syndicats français et italiens dépêchés sur place observent attentivement ces procédures afin d'éviter des salaires trop bas et de possibles escroqueries. Sous la plume du résistant et poète Guy Marester le journal *Combat* s'interroge : « Montmélian marché d'esclaves ? »<sup>19</sup> Et d'apporter des éléments de réponse à cette question dans une enquête documentée :

« À Montmélian les racoleurs avisent en ville les groupes d'Italiens, les abordent et leur paient à boire. Ils se mettent au courant des activités professionnelles des ouvriers, exigeant parfois des références [...]. Ces rabatteurs établissent alors des listes et les proposent aux entrepreneurs contre rémunération. Le futur employeur n'a ensuite plus qu'à se présenter au centre Montfort en sélectionnant lui-même les bons candidats ».

37 Guy Marester a « la douloureuse impression d'un monde désaxé », lorsqu'il décrit ces hommes « revenus de tout », symbolisant « l'attente et la résignation de tout le continent ». Suite à la parution d'autres articles à charge – comme celui de Pierre Fournier pour *France soir*, dans son édition du 11 septembre 1946, qui dénonce les conditions d'hébergement et qualifie les racoleurs de « négriers » – le consul d'Italie obtient un certain nombre d'améliorations dans le fonctionnement du centre Montfort, notamment en ce qui concerne le couchage des pensionnaires. Les différents témoignages et enquêtes relatifs aux conditions d'accueil sur place offrent un évident contraste avec la propagande gouvernementale diffusée dans les *Actualités françaises* du 5 décembre 1946, qui présente Montfort comme « le geste fraternel d'un grand pays à l'égard de ceux que la misère des temps condamne à chercher leur pain dans l'exil »<sup>20</sup>.

38 Le centre ferme définitivement ses portes en 1955 avant d'être détruit en 1958. La mémoire traumatique du lieu a cependant été transmise à certains descendants d'immigrés : « Mon père me parlait beaucoup de ce centre. Il tremblait quand il le voyait. Je ne me souviens plus exactement s'il disait : « C'est le lieu de notre désespoir » ou s'il disait : « C'est le lieu de nos désillusions » (M. B., cité par Barou, Chavanon, 2015 : 113).



Figure 14. Montmélián : aménagement contemporain du site de l'ancienne caserne Monfort détruite en 1958



Photo : Johanna Quillet

## Vivre et travailler clandestinement

- 39 Un nombre important de travailleurs échappent au filtre des centres de régularisation de l'ONI en circulant parfois avec un simple visa touristique. Ils parviennent, malgré l'illégalité de leur statut, à se faire embaucher comme saisonniers agricoles, mais aussi comme ouvriers dans les centres industriels de Grenoble, Lyon ou Paris. En ce qui concerne le territoire frontalier de la Maurienne, le nombre de ces « travailleurs non régularisés au plan administratif » oscille, en 1948, entre 1 200 et 1 500, distribués principalement sur les chantiers hydro-électriques et ceux de la reconstruction de Modane. Un rapport de l'ambassade d'Italie du 28 octobre 1948 détaille les conditions de travail de ces Transalpins qui reçoivent un salaire inférieur à celui des employés français de la même catégorie, ne jouissent d'aucun des bénéfices des assurances sociales et ne peuvent envoyer leurs économies à leur famille. Un certain nombre d'entre eux essaient néanmoins de porter personnellement cet argent en Italie, en encourant le risque de se le faire confisquer à la frontière.
- 40 Ces ouvriers travaillent davantage que leurs collègues français, dans l'espoir d'être régularisés, mais peuvent être licenciés sans aucun droit de recours au Bureau français de la main-d'œuvre<sup>21</sup>. Enfin, ils occupent des logements « qui ressemblent beaucoup à la caserne »<sup>22</sup> et sont ainsi réduits à vivre avec la peur quotidienne du refoulement :
- « Je suis parti en France pour la première fois en avril 1952, rejoindre mon père sur un chantier de l'entreprise Pascal à Avrieux (Savoie) qui travaillait pour l'ONERA<sup>23</sup>. Je suis donc parti faire la saison avec un simple passeport de tourisme avec deux ou trois gars de mon village. [...] Dans les baraques de l'ONERA on travaillait avec des



Algériens et des gars de toute l'Italie et souvent les gendarmes débarquaient. Les premières années de ma présence dans la région, je gardais toujours ma carte d'identité à la main, pour aller en ville : pendant les courses, à la gare, au cinéma, nous étions systématiquement interpellés et contrôlés si nous croisions des gendarmes » S.B. (Saint-Martin-la-Cluze, Isère).

- 41 Expérience de vulnérabilité partagée par cet ouvrier sicilien qui rejoint clandestinement Lyon en 1948 où, ne trouvant pas d'emploi en tant que tourneur – domaine d'activité réservé aux Français –, il demeure des mois durant sans travailler et doit régulièrement subir des contrôles de la police qui le menace d'expulsion (De Ochandiano, 2013 : 220). Au bout d'un certain temps, ces étrangers parviennent néanmoins à régulariser leur situation dans la mesure où, dans un contexte de croissance économique, le patronat et les pouvoirs publics demeurent favorables à l'immigration de masse, qu'elle soit légale ou irrégulière (Lejeune, Martini, 2015).
- 42 Après la signature du Traité de Rome en 1957 et la mise en place progressive du marché commun européen, l'ONI fait état de ses difficultés de recrutement en Italie. Les entreprises françaises se trouvent désormais concurrencées par les employeurs allemands et suisses qui proposent de meilleurs salaires. Durant cette période de rayonnement industriel des villes du nord de la Péninsule, on observe également des mouvements migratoires internes et des migrations de retour. Le patronat français se voit alors contraint de diversifier le recrutement de sa main-d'œuvre en démarchant désormais l'Espagne, le Portugal et l'Afrique du Nord, dont les ressortissants acceptent des salaires plus faibles que les Transalpins. Jusqu'à la fin des années 1960, l'essentiel de l'activité de l'ONI consiste donc à gérer les arrivées spontanées de travailleurs étrangers. Plus des trois quarts des cartes de travail délivrées par l'ONI l'ont été après régularisation d'une embauche illégale préalable (Tapinos, 1975 : 47).

## « On attendait des bras, il vint des hommes... »

- 43 Cette formule imagée de Mino Faïta (Faïta, 2010), exprime quelque chose d'essentiel sur la condition de l'immigrant au cours de l'après-guerre.
- 44 Les politiques menées en France à cette époque tendent à institutionnaliser l'immigration, en s'efforçant de la réduire à un mouvement de main-d'œuvre sélectionnée. L'ONI représente certes un État républicain attaché à la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), mais dès lors que l'on recrute des « travailleurs » et non des « hommes », la logique est celle de la gestion des marchandises (Blanc-Chaléard, 2003 : 13). En conclusion d'une monographie sur les Italiens du Var, publiée en 1952 dans la *Revue de Géographie Alpine*, Maxime Serre<sup>24</sup> vitupère contre le « dirigisme obtus des recruteurs du capital humain » et dénonce les héritages de la période fasciste au sein des administrations. Adoptant la cause des immigrants « réduits à se demander s'ils sont des êtres libres ou des prisonniers », cet auteur se livre à un vibrant plaidoyer pour une politique d'immigration qui rende « la liberté individuelle à ceux qui l'ont perdue » (Serre, 1952 : 665-667).
- 45 Les images poignantes de ces voyageurs traînant leurs valises cerclées de ficelle sur les quais d'une gare de transit ; celles de ces hommes, alignés torse nu pour la visite sanitaire d'entrée dans le pays de destination, immortalisés par Jean Mohr – dont on mesure qu'elle est autant un rite d'humiliation qu'un examen médical – (Berger, Mohr, 1976) ; celle enfin de ce groupe de « clandestins » siciliens pris dans une tempête de

neige au col de l'Échelle – magnifiés par Pietro Germi dans le film *Il camino della speranza* – semblent lui donner raison.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Akoka K., Spire A., 2013.– « Pour une histoire sociale de l'asile politique en France », *Pouvoirs*, 144/1, 2013, pp. 67-77. <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2013-1-page-67.htm>
- Audeval A., 2019.– « Indésirable. Une catégorie d'action publique internationale », *Sauf conduit*, 1, pp. 9-15, [https://www.lecpa.com/application/files/2515/7486/3253/saufconduit\\_n1-novembre-2019.pdf](https://www.lecpa.com/application/files/2515/7486/3253/saufconduit_n1-novembre-2019.pdf)
- Barou J., Chavanon O., 2015.– « Les Flux migratoires en Savoie et Haute-Savoie : 1860-2015 ». Rapport de recherche pour le Musée Savoisien, Université de Savoie Mont Blanc.
- Berger J., Mohr J., 1976.– *Le septième homme. Un livre d'images et de textes sur les travailleurs immigrés en Europe*, Maspero.
- Blanc-Chaléard, M. C., 2003.– « Épilogue d'une grande migration », dans M. C. Blanc-Chaléard (éd.), *Les Italiens en France*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 9-25.
- Chevalier L., 1950.– « Bilan d'une immigration », *Population*, 5/1, pp. 129-140.
- Cohen D. G., 2000.– « Naissance d'une nation : les personnes déplacées de l'après-guerre, 1945-1951 », *Genèses*, 38, pp. 56-78.
- Colucci M., 2008.– *Lavoro in movimento. L'emigrazione italiana in Europa, 1945-1957*, Donzelli.
- Corti P., 2003.– « L'emigrazione italiana in Francia: un fenomeno di lunga durata », *Altretalia*, 26, pp. 4-24.
- Dänzer-Kantof B., Lefebvre V., Torres F., 2011.– *Immigrer en France. De l'ONI à l'OFII, histoire d'une institution chargée de l'immigration et de l'intégration des étrangers, 1945-2010*, Le Cherche Midi.
- De Clementi A., 2010.– *Il prezzo della ricostruzione. L'emigrazione italiana nel secondo dopoguerra*, Donzelli.
- De Ochandiano J. L., 2013.– *Lyon à l'italienne. Deux siècles de présence dans l'agglomération lyonnaise*, Lieux-dits.
- De Rosa G. 2020.– *Les Italiens en Savoie. Parcours et naturalisations depuis 1945*, Société savoisienne d'Histoire et d'Archéologie.
- Escoffier C., 2006.– « Communautés d'itinérance et savoir-circuler des transmigrant-e-s au Maghreb », thèse de doctorat en sociologie, Université Toulouse 2, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00085929/document>
- Faidutti-Rudolph, A. M., 1964.– *L'Immigration italienne dans le sud-est de la France*, Ophrys.
- Faïta M., 2010.– *Les Italiens, peuple bâtisseur*, éd. de l'Astronome.

Faïta M., Gastaut Y., Hanus P., 2013.- « Une chasse à l'homme. Le recours aux Italiens pour relancer l'économie et repeupler le territoire », in Hanus P., Teulière L. *Vercors des mille chemins. Figures de l'étranger en temps de guerre*, Un comptoir d'édition, pp. 267-285.

Gastaut Y., 2003.- « Recruter et examiner les migrants. La Mission de l'ONI de Milan d'après le médecin-chef Deberdt (1953-1963) », in : M. C. Blanc-Chaléard (éd.), *Les Italiens en France*, Presses Universitaires de Rennes, p. 55-64.

Gessain R., 1947.- « Observations morpho-physiologiques sur des Italiens ». In: *Bulletins et Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, 9/8, pp. 80-84.

Green N. L., 1999.- « Trans-frontières : Pour une analyse des lieux de passage », *Socio-anthropologie*. <https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/110>

Guillen P., 1988.- « L'immigration italienne dans l'Isère au lendemain de la Seconde Guerre mondiale », in *Migrazioni attraverso le Alpi Occidentali. Relazioni tra Piemonte, Provenza e Delfinato, dal Medioevo ai nostri giorni*, Atti del convegno internazionale, Regione Piemonte, pp. 205-220.

Hanus P., 2016.- « Migrants et policiers sur la frontière franco-italienne après 1945 », in : Lignereux A. (dir.), *Ordre, sécurité et secours en montagne*, Presses Universitaires de Grenoble, pp. 157-173.

Lafond P., 2008.- *Le Miroir français de la croissance italienne, 1945-1963*, École française de Rome.

Lejeune C., Martini M., 2015.- « The Fabric of Irregular Migration in 20th Century Europe and North America: A Comparative Approach », *Labor History*, 56/5, pp. 614-651.

Manzoni Y., 2001.- *D'Italie et de France. Récits de migrants en Dauphiné (1920-1960)*, Presses universitaires de Grenoble.

Mekdjian S., Olmedo E., 2016.- « Médier les récits de vie. Expérimentations de cartographies narratives et sensibles », *Mappemonde*, 124. <http://mappemonde.mgm.fr/118as2/>

Miranda A., 2018.- « Déconstruire les paradigmes migratoires à travers les études sur les émigrations et les immigrations des femmes en Italie », *Revue européenne des migrations internationales*, 34/1, pp. 173-194. <https://www.cairn.info/revue-europeenne-des-migrations-internationales-2018-1-page-173.htm>

Mourlane S., 2016.- « La question migratoire dans les relations franco-italiennes dans les années 1950-1960 », *Cahiers d'études italiennes*, 22, pp. 159-173 <https://journals.openedition.org/cei/2938>

Potenza R., 2008.- « La figura del passero nell'emigrazione clandestina italiana in Francia del secondo dopoguerra », *Altretalia*, 36-37, pp. 90-102.

Potenza R., 2011.- « L'émigration clandestine italienne en France dans le deuxième après-guerre : les expériences du passage de la frontière dans les récits des émigrés », in Anna Bellavitis, Nicole Edelman (dir.) *Genres, femmes, histoire en Europe*, Presses universitaires de Paris Ouest, 2011, pp. 285-295.

Rinauro S., 2009.- *Il cammino della speranza, L'emigrazione clandestina degli italiani nel secondo dopoguerra*, Einaudi.

Rinauro S., 2012.- « La frontière irrésistible : l'immigration irrégulière des Italiens en France après la Deuxième Guerre mondiale » in *Migrations société*, 141/3, pp. 13-26.

Rosental P.-A., 2003.- *L'intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Odile Jacob.

Sayad A., 2006.- *L'Immigration ou les paradoxes de l'altérité*, t. 1, *L'illusion du provisoire*, Raison d'Agir.

Serre M., 1952.- « Problèmes démographiques d'hier et d'aujourd'hui. Notes sur l'immigration italienne à Toulon et dans le Var », *Revue de Géographie Alpine*, 40/4, pp. 643-667. [https://www.persee.fr/doc/rga\\_0035-1121\\_1952\\_num\\_40\\_4\\_1073](https://www.persee.fr/doc/rga_0035-1121_1952_num_40_4_1073)

Spica G., Vors J.-P. 2013.- *Lucky Vincenzo*, éditions Baudelaire.

Spire A., 2003.- « Un régime dérogatoire pour une immigration convoitée. Les politiques françaises et italiennes d'immigration/émigration », dans M.-C. Blanc-Chaléard (éd.), *Les Italiens en France*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 41-54.

Tapinos G., 1975.- « L'Immigration étrangère en France. 1946 -1973 », *Cahiers de l'INED*, 71.

## NOTES

1. A. D. Savoie, 11M115. Immigration clandestine, procès-verbal de gendarmerie 1946.
2. La taxinomie n'est jamais neutre. Nous utiliserons les vocables « émigrant » ou « immigrant », dans leur sens générique (incluant une dimension féminine et masculine) par pure commodité langagière, dans la mesure où ces termes sont couramment usités dans les archives et dans le champ académique.
3. À la Libération, le terme de « réfugié » regroupe les personnes déplacées par la guerre qui arrivent en France et certaines nationalités spécifiques : Russes, Arméniens et Espagnols, pris en charge par des Offices de réfugiés (Akoka, Spire, 2013).
4. ADS, 1398 W 52, Immigration clandestine, procès-verbal de gendarmerie, 20 septembre 1945.
5. Marcel Carrière, « Modane carrefour des errants », *Détective*, 199, 24 avril 1950, p. 38.
6. La photographe américaine Latoya Ruby-Frazier, dans la série *Et des terrils un arbre s'élèvera*, propose des images-portraits d'immigrés italiens et polonais qui ont travaillé dans les mines du Borinage (Belgique), accompagnés de petits textes biographiques écrits par l'artiste à la main qui témoignent de l'empathie qu'elle éprouve pour ses sujets photographiques. Une rétrospective de son travail a été présentée au Centre de la photographie de Genève début 2020 : <https://www.centrephotogeneve.ch/expo/latoya-ruby-frazier/>
7. ADS, 53X25. Rapport du directeur départemental de la population au Ministre des affaires sociales du 22 novembre 1947.
8. A.C.S., minist. lav. Busta 375. Note du directeur général de l'émigration au Ministre du Travail, 27 décembre 1949. (Lafond, 2008 : 458).
9. Brigade de Modane, 5 décembre 1945, A D Savoie, 135 W53, Immigration clandestine procès-verbaux de gendarmerie novembre-décembre 1945.
10. La Gazette provençale, 22 octobre 1946.
11. A D S, 11M109, étrangers procès-verbal, 1946.
12. A D S, 11M109, étrangers, procès-verbal, 1946.
13. Qui ? *Détective*, n°197, 10 avril 1950.
14. A D S, 11M109, étrangers procès-verbal, brigade de Bourg-Saint-Maurice, 30 décembre 1945.
15. « Passage du col du Petit-Saint-Bernard par des émigrés du Val d'Aoste ». <https://www.ina.fr/video/AFE85001261>
16. Dépêche également publiée dans La Croix ainsi que dans Le Corriere della Sera, le 6 novembre 1946.

17. ADS, 53X25, Rapport, du 9 novembre 1946, du directeur de la population de Savoie.
  18. Le reportage réalisé au centre sanitaire de la gare de Brig (Valais) le 16 avril 1960 par la Radio Télévision Suisse permet de se faire une idée de cet examen médical : <https://www.rts.ch/archives/tv/information/continents-sans-visa/3444031-les-saisonniers.html>
  19. Combat, 10 novembre 1946, BNF, Gallica, A5N759.
  20. « Chômeurs italiens venant travailler en France » : <https://www.ina.fr/video/AFE85001788/chomeurs-italiens-venant-travailler-en-france-video.html>
  21. CAC, 19770623/71, Aide-mémoire de l'ambassade d'Italie à Paris, du 28 octobre 1948.
  22. CAC, 19770623/71, Commissions mixtes franco-italiennes, note du consul de France du 17 décembre 1945.
  23. Office National d'Etudes et de Recherches Aéronautiques. Une grande soufflerie conçue en Allemagne avant la guerre fut transférée par les Alliés à Avrieux (Modane) à la Libération.
  24. Enseignant de Toulon, militant de la SFIO et de la Ligue des Droits de l'Homme : <https://maitron.fr/spip.php?article131065>
- 

## RÉSUMÉS

Cet article vise à interroger la dynamique des mouvements migratoires, réguliers et irréguliers, dans les Alpes franco-italiennes entre 1945 et 1960, séquence qui correspond à la dernière grande vague d'émigration italienne vers la France. En complément de l'analyse des politiques publiques de sélection et d'encadrement des « migrants désirables », l'étude des trajectoires individuelles sur un micro-espace transfrontalier (Val d'Aoste, Val de Suse, Beaufortain, Briançonnais, Maurienne) s'avère enrichissante pour la compréhension des phénomènes de mobilité. Une attention toute particulière est ici accordée à l'expérience des personnes en migration dont les témoignages ont été sollicités.

The goal of this article is to examine the processes that (both legal and illegal) migration flows across the French-Italian Alps entailed between 1945 and 1960, a period that covers the last big wave of Italian emigration to France. Beyond the analysis of public policies aimed at selecting and managing "desirable migrants", the study of individual journeys made through a cross-border micro-area – that is, the Aosta and Suse valleys, Beaufortain, Briançonnais and Maurienne – enriches our understanding of mobility phenomena. Special care is taken to show, through eyewitness accounts, the experiences of people involved in the migration.

## INDEX

**Keywords :** irregular migration, border control, Alps, candidate selection process, Italians, social memory, Second World War, foreign workers, mountains, dying in the mountains

**Mots-clés :** migration irrégulière, contrôle aux frontières, Alpes, processus de sélection des candidats, Italiens, mémoire collective, Seconde Guerre mondiale, travailleurs étrangers, migrations, montagne, mourir en montagne

## AUTEUR

**PHILIPPE HANUS**

LARHRA, UMR 5190/ ethnopôle « Migrations, Frontières, Mémoires »  
philippe.hanus@valenceromansagallo.fr